

Ne comptez jamais sur les subventions gouvernementales pour prendre une décision d'ordre commercial; ne demandez rien au gouvernement si vous pensez de cette façon; restez hors de sa portée. Il vaut mieux se retirer des affaires que d'être coincé avec ces gars-là.

Tels sont les propos de M. Bulloch, dont l'organisation regroupe plus de 65,000 petites entreprises. Je suis d'accord avec lui. L'orientation du gouvernement, dans le secteur de la petite entreprise, doit être de prendre du recul et de créer un milieu de travail libre pour le travailleur. Il faudra lui accorder des stimulants au besoin et, lorsque mon parti prendra le pouvoir, il suivra cette orientation.

Nous examinons des programmes précis qui permettront de restreindre l'appareil bureaucratique gouvernemental et l'ingérence du gouvernement dans le secteur de la petite entreprise. Nous, au parti progressiste conservateur, avons compris depuis longtemps l'importance que revêt ce secteur pour l'économie canadienne, ainsi que celle du chef d'entreprise, du gars qui prend des risques ou qui est prêt à tout, y compris à hypothéquer sa maison, pour fabriquer des matériaux destinés à la vente. Il paye des impôts, mais que lui arrive-t-il? On le pénalise s'il réussit, au lieu de le récompenser.

Nous devons réviser tout notre régime fiscal pour permettre aux exploitants de petites et moyennes entreprises d'échapper aux contraintes d'ordre bureaucratique que le gouvernement libéral leur impose depuis 10 ou 15 ans. Il faut le remplacer par des programmes de stimulants, que ce soit à l'emploi ou à la recherche et au développement. Le gouvernement libéral promet des efforts dans ce domaine depuis 15 ans, et pourtant nous sommes l'un des derniers pays du monde pour ce qui est des crédits alloués à la recherche et au développement dans le secteur privé, public ou autre, par rapport au produit national brut. Mentionnons également la diminution de la réglementation gouvernementale et des dépenses du secteur public. J'aurais aimé avoir plus de temps pour m'étendre sur cette question.

Cette semaine, le vérificateur général a publié son rapport, lequel a suscité les manchettes suivantes: «Selon notre surveillant des comptes, les livres d'Ottawa renferment des erreurs de milliards de dollars»; «Le gouvernement n'est pas déterminé à restreindre son gaspillage»; «Le gouvernement a dépensé 4 millions de dollars à des immeubles à bureaux vides»; «Le gaspillage coûte très cher aux contribuables», et ainsi de suite.

L'Adresse—M. Jelinek

Le gouvernement est à court d'idées. Hier, au cours de son dîner-bénéfice, où il faisait ses adieux à ses apôtres, le premier ministre a annoncé qu'il allait changer le nom de l'Aéroport international de Toronto, qui deviendrait l'aéroport Lester B. Pearson. L'ancien premier ministre, Lester B. Pearson, était un éminent Canadien, mais ce n'était certainement pas la seule chose à annoncer, ni le moment de le faire, à un important dîner-bénéfice. Pensez seulement à ce que cela va coûter pour changer tous les panneaux. Je ne veux pas dire que ce changement est inutile, mais il existe certainement d'autres affaires plus importantes à régler que de changer le nom de l'Aéroport international de Toronto.

M. Gimaiel: Allez donc!

Mme Côté: Oh, oh!

M. Jelinek: J'entends à nouveau des députés libéraux japper. Ils n'aiment pas qu'on leur dise la vérité, car cela les blesse à chaque fois. Le gouvernement aurait une foule de mesures à prendre au lieu de décider de changer le nom d'un aéroport.

Pour conclure, je voudrais répéter une chose que j'ai déjà déclarée à maintes reprises, à la Chambre et ailleurs. Les députés de notre parti, et moi en particulier—qui ai eu la chance d'être accueilli au Canada, en provenance d'un pays communiste—nous estimons heureux de vivre dans ce pays riche et prospère. Il faut construire en tablant sur cette richesse et cette prospérité. Nous sommes le pays le plus riche au monde, par habitant, en fait de richesses naturelles, de compétence technologique et de ressources humaines, mais nous gaspillons cet énorme potentiel à cause des principes et de la politique minables du gouvernement libéral. Nous avons hâte de prendre le pouvoir, non pas pour le simple plaisir d'être au pouvoir, mais pour bâtir l'avenir en nous fondant sur les points forts de notre grand pays. Nous avons hâte de faire du Canada le pays exemplaire qu'il peut être et qu'il redeviendra.

Puis-je déclarer qu'il est 18 heures?

Le président suppléant (M. Corbin): Comme il est 18 heures, la Chambre s'ajourne à 11 heures demain, en conformité de l'article 2(1) du Règlement.

(A 18 heures, la séance est levée d'office, en conformité du Règlement.)